# La crise politico-institutionnelle au Brésil

Corruption galopante des élites politiciennes, austérité draconienne, autoritarisme et casse des droits des travailleurs : tels sont les ingrédients de la crise politique que nous allons examiner ci-dessous. Non, il ne s'agit pas de la France, mais du Brésil ! Au-delà des différences, les éléments de similitude ne sont pas dus au hasard.

**Austérité pour les peuples et corruption des élites : un assortiment qui tend à se généraliser.**

En France, le dégoût grandit par rapport à ce qu'on appelle la « classe politique ». Les politicards et leurs agissements causent la nausée d'une partie croissante de l'électorat. Les récentes affaires Fillon et, dans une moindre mesure, Le Pen, ont accru la colère et le rejet de ces « représentants » politiques qui s'affichent vertueux, droits dans leurs bottes, dévoués au peuple et à la nation. D'un autre côté, les licenciements, les mesures de casse sociale, la destruction des droits des salariés, l'austérité toujours renouvelée et aggravée, et l'enfoncement dans la misère et la précarité de millions de gens, tout cela est présenté comme une nécessaire « modernisation » de « notre » économie, comme des « réformes » indispensables pour désendetter et « redresser » le pays. Cela apparait d'autant plus insupportable à une fraction croissante du pays lorsque les plus ardents défenseurs de cette politique sont souvent les mêmes qui se retrouvent pris la main dans le sac, piochant discrètement dans les caisses publiques. Dans la foulée, une prise de conscience a lieu à propos du fait que les institutions parlementaires représentent de moins en moins la vaste majorité des « vrais gens » (travailleurs de l'industrie et des services, fonctionnaires, « couches moyennes », etc.). Les classes privilégiées y sont surreprésentées et votent des lois qui vont toujours dans le même sens : celui de l'intérêt des plus riches et des plus puissants.

A quelques différences près – parfois non négligeables, mais c'est exact pour l'essentiel – la distorsion entre la société réelle et sa représentation politique est une constante de ce que les prescripteurs d'opinion favorables au système continuent d'appeler « la démocratie ». Cette « démocratie » représentative, formelle, tronquée, bourgeoise dans son essence, a pour conséquence de mettre les masses travailleuses sur la touche et de ne faire appel à elles qu'à échéances régulières pour voter, c'est-à-dire au fond pour légitimer la façade démocratique d'un pouvoir réel tyrannique : celui du capital. Il s'agit de donner une image présentable à la dictature des possédants, et, pour cela, de mystifier le plus grand nombre autour des valeurs de démocratie et – en dehors des monarchies – de république. Cette sorte de schizophrénie qui caractérise le personnel

politique, avec son double langage, ses tromperies sur la marchandise pendant les tournées du cirque électoral, suivies, entre celles-ci, de coups bas assénés aux peuples, tout cela n'est pas propre à la France, loin de là. Ce mélange d'hypocrisie, de mensonges, de mesures de plus en plus liberticides et socialement destructrices (notamment pour des banlieues et des régions entières), ces pratiques d'exploitation accrue, tout cela est inhérent au système, et plus particulièrement à l'ère néolibérale du capitalisme mondialisé et pourrissant dans lequel, hélas, nous pataugeons.

**La « classe politique » brésilienne : un très haut niveau… d'immoralité**

La corruption des élites au Brésil est une solide tradition qui s'inscrit dans ce cadre global, et la narration des scandales politico-financiers de haut niveau est en mesure d'y devenir un genre littéraire à part entière. D'après les spécialistes, c'est au moins par dizaines que l'on compte ces scandales dans l'histoire brésilienne récente. Par son étendue et par la violence des méthodes souvent utilisées, la pègre politicienne au Brésil dépasse de loin celle des grandes nations d'Europe et d'Amérique du nord. Face aux mœurs politiques brésiliennes, nos Cahuzac, Dassault, Balkany, Fillon et tant d'autres petits arrivistes soigneusement manucurés, feraient presque figure d'enfants de cœur – certes un peu cachotiers et polissons – même si certains se sont révélés être aussi les petits compagnons de jeu de leurs alter-égos brésiliens du côté du Panama. Au Brésil, le gangstérisme politique se situe donc à un niveau qualitativement supérieur à celui que nous dénonçons déjà ici. Pour comprendre la crise politique profonde dans laquelle s'enfonce le Brésil actuellement, donnons-en quelques aperçus…

**Scandale Petrobrás, *Lava-Jato* (« lavage express ») : une justice au-dessus de tout soupçon !**

Limitons-nous d'abord à la période la plus récente pour comprendre la dynamique des évènements et saisir le degré de corruption de la sphère politique de ce pays. Contentons-nous ici d'évoquer l'essentiel de ce scandale tentaculaire.

L'affaire *Lava-Jato* a réellement commencé en mars 2014, avec une enquête de la police fédérale du Brésil, autour d'une affaire de corruption et de blanchiment d'argent mettant en cause, notamment, la société pétrolière publique Petrobrás. Dirigée par le juge Sérgio Moro, cette enquête concerne un montant assez inédit : près de 3,5 milliards d'US$ détournés. Il s'agit de commissions perçues par des personnalités politiques affiliées à de très nombreux partis, en échange de leur implication dans des contrats publics surfacturés. Hormis la Petrobrás, les agissements d'autres acteurs politiques et économiques ont été mis sur la place publique. Une très grande entreprise brésilienne se retrouve très vite dans le collimateur : le géant du BTP Odebrecht. Ce dernier n'est pas un nouveau-né en matière de corruption des pouvoirs politiques, c'est un grand maitre en « arrosage » tous azimuts, et ses liens avec certains secteurs du PT, entre autres, remontent aux années 1990. Le juge Sérgio Moro a notamment recours aux remises de peines pour des malfrats qui collaboreraient avec ses services. Dans les premiers moments de l'enquête, on voit surtout apparaitre les noms de trois partis : le

PT ; le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), parti bourgeois généralement classé « au centre », mais en réalité plus près du « milieu »[1] ; et le PP (Parti

[1] « progressiste », de droite, un descendant de l'ARENA, le parti de la dictature militaire). Mais Sérgio Moro est loin de se montrer impartial dans son enquête, et il apparait vite qu'il dirige plus le karcher de son « lavage express » vers certaines personnalités que vers d'autres. En particulier, le juge, proche du PSDB (parti de la droite néolibérale, celui de l'ex-président Cardoso), vise tout particulièrement le PT et Lula, alors qu'il est apparu que des figures du PSDB étaient également impliquées. Moro s'en défend mais son visible parti-pris anti-pétiste saute aux yeux d'une bonne partie de l'opinion publique, du moins de celle qui s'informe à d'autres sources que celles des puissances médiatiques du capital, telles que la *Globo*.

Le 4 mars 2016, Moro ordonne l'arrestation et l'interrogatoire de Lula, et la police vient le cueillir chez lui, devant les caméras de télévision brésiliennes. Grâce à de nombreuses écoutes téléphoniques, et au mépris des règles du droit, le 16 mars 2016, le juge transmet à la presse plus de cinquante enregistrements téléphoniques révélant que la nomination, à laquelle vient de procéder Dilma Rousseff, de l'ancien président Lula à un poste ministériel, a pour but de lui éviter des poursuites judiciaires. La partialité de Moro éclate au grand jour, mais divise clairement le pays. Pour les opposants au gouvernement et pour le « peuple de droite » (surtout dans les classes moyennes et supérieures), le juge devient une figure populaire et un symbole d'une intégrité trop rare dans le pays. Néanmoins, l'usage de ces procédés illégaux conduit le Tribunal suprême fédéral (STF), à dessaisir Sérgio Moro de l'affaire le 31 mars 2016.

## Situation économique et classes sociales : une brève rétrospective

Mais les récents évènements politico-judiciaires ont aussi de profondes racines économiques et sociales. Après 2010, le contexte économique favorable, qui prévalait dans les années Lula, a disparu et un retournement de conjoncture s'est amorcé, en lien avec le contexte mondial, notamment le net ralentissement de la croissance en Chine, devenue un partenaire économique clé du Brésil. Après un début du premier gouvernement Lula marqué par l'austérité et l'orthodoxie néolibérale exigée par le FMI, le pays a connu une forte croissance. Celle-ci était basée notamment sur de nouveaux partenariats économiques, sur le développement de l'agro-business à l'export et sur l'élargissement du marché intérieur brésilien par des mesures de soutien à la consommation : en particulier, le *Bolsa Família* (allocations pour les plus pauvres à condition qu'ils envoient leurs enfants à l'école) et les augmentations successives, limitées mais réelles, du salaire minimum – il faut dire qu'on partait d'un niveau totalement misérable – et tout cela avait assuré, outre des débouchés pour les marchandises vendues au Brésil, la création de millions d'emplois et une immense popularité à Lula. Celui-ci quittait la présidence en 2010 avec des indices de satisfaction exceptionnels (on a vu des taux de 82%). Le « pétisme » (l'idéologie et les mœurs du PT initial, au début des années 1980), relevant d'une gauche radicale et militante, basé sur les forces organisées des travailleurs de l'industrie, des services (banques…) et des quartiers populaires, d'abord implanté dans le prolétariat du sud-est du pays (surtout São Paulo), avait depuis longtemps cédé la place au « lulisme ». Celui-ci est idéologiquement très « recentré » et politiquement très opportuniste : le PT était déjà devenu un parti du système, passant des alliances avec n'importe qui, même les partis et politiciens de droite les plus pourris, afin de s'assurer, à partir de 2003, des majorités au parlement. Le PT « luliste », archi-institutionnalisé, professionnalisé, bureaucratique et de moins en moins militant, voulait satisfaire en premier lieu le

grand capital et la finance nationale et internationale, mais en cherchant à gommer les aspects les plus choquants et les plus extrêmes des inégalités inouïes qui existent dans ce pays[2]. Sous Lula, les banquiers et les capitalistes étaient ravis, les profits étaient juteux. La croissance forte oscillant de 3 à 7,5% selon les années entre 2004 et 2010 (à part une légère récession en 2009) permettait aussi d'apporter des améliorations au quotidien d'une large part des catégories sociales les plus défavorisées. Comme l'a d'ailleurs observé Lula lui-même, ce n'est pas difficile de donner satisfaction aux pauvres !… Dans le *Nordeste* plus encore qu'ailleurs, il était devenu un véritable héros national… Le président Lula avait élargi une base populaire bien plus électorale que militante, avant tout reconnaissante pour les améliorations constatées. A partir de 2003, ce soutien populaire, contrairement aux débuts du PT, est devenu bien plus massif dans le *Nordeste* que dans les régions plus développées du sud et du sud-est du pays.

Mais l'orientation « social-libérale » du PT ne pouvait fonctionner que tant que la croissance économique était au rendez-vous et permettait de distribuer des miettes d'une taille pas trop minable aux couches les plus défavorisées. A partir de 2011, le premier mandat de Dilma voit baisser la croissance annuelle, passant de 4% à 1,9% puis 3% et enfin 0,5% en 2014. Dès le début de son second mandat, en 2015, le PIB chute de 3,8%. En 2016, il perd encore 3,8%. Avec la croissance démographique, le PIB par habitant perd 9% dans ces années-là. Dans ces conditions le « social-libéralisme » ne tient plus : pour maintenir leurs profits, les capitalistes et les banquiers exigent toujours plus d'austérité et dénoncent bruyamment les « excès des dépenses sociales » du PT. Un grand classique dans le genre « indécence de classe », surtout en situation de crise : les plus riches trouvent toujours que les plus pauvres vivent trop bien, et ne le méritent guère!…

Dès le premier mandat de Dilma, des privatisations plus ou moins cachées ont lieu sous forme de concessions de services publics : c'est le cas en particulier de trois aéroports brésiliens, un à Brasilia et deux à São Paulo. Comme l'inflation repart à la hausse, le gouvernement recourt classiquement à des réductions budgétaires. Le « plan d'accélération de la croissance » échoue. Progressivement, l'austérité remplace les timides politiques de croissance et de redistribution. Les dépenses publiques se concentrent largement sur les grands évènements auxquels se prépare le Brésil : la Coupe du Monde de football en 2014 et les JO de Rio de Janeiro en 2016. En juin 2013, après des hausses de tarifs de transports publics, un vaste mouvement social, ancré en particulier dans la jeunesse des grandes villes, se dresse notamment contre l'austérité, la cherté et le piètre état des services publics (transports, santé, éducation), tout en rejetant la gabegie et les dépenses inconsidérées effectuées pour satisfaire aux exigences de la FIFA pour la prochaine Coupe du Monde. Cette dernière sera d'ailleurs marquée par des grèves fortement réprimées et par une très inhabituelle désaffection d'une grande partie des Brésiliens. Dans la foulée du Mouvement de Juin 2013, des luttes éclatent dans différents secteurs du prolétariat. Un des exemples les plus fameux est celui des éboueurs de Rio : ils se mettent en grève, laissent les rues se couvrir d'immondices pendant le Carnaval 2014, et gagnent sur leurs revendications. Un début de rupture se produit donc clairement en 2013-2014, sur des bases de gauche, entre la jeunesse et une fraction minoritaire de la classe ouvrière, d'une part ; et le gouvernement du PT d'autre part. Mais en même temps, des secteurs de droite (et aussi d'extrême-droite, avec des vociférations d'ignares nostalgiques de la dictature militaire) profitent de la situation pour mobiliser contre Dilma et le PT.

Malgré ces évènements, et l'éloignement du PT de très larges secteurs des classes

populaires et moyennes, surtout dans la région de São Paulo et les parties les plus développées du pays ; malgré aussi les premières éclaboussures du scandale Petrobrás, Dilma Rousseff parvient à se faire réélire à la présidentielle d'octobre 2014, dans un « ticket » qui inclut comme vice-président Michel Temer, du PMDB. Le second mandat de Dilma est d'emblée marqué par une profonde crise économique, et par une politique d'austérité gouvernementale de plus en plus claire. Il est déjà loin le temps où le gouvernement de collaboration de classes pouvait donner satisfaction à la fois aux rapaces du capital et aux masses miséreuses des villes et des campagnes.

## Les forces de droite à l'offensive

Les banquiers et les riches veulent maintenir, voire accroitre, leurs profits et leurs privilèges et réclament une politique d'austérité bien plus draconienne que celle conduite par Dilma. Leur objectif : en finir avec les politiques sociales menées par le PT et même aller au-delà. Pour reprendre le titre d'un livre de Valério Arcary, les gouvernements d'alliances concoctés par le PT se caractérisaient pourtant jusqu'alors par « un réformisme presque sans réformes ». Mais pour la bourgeoisie, avec la crise, même cette ligne modérée est devenue intolérable. Logiquement, les nombreux alliés bourgeois parlementaires et gouvernementaux du PT ruent dans les brancards et s'en prennent à la présidente. Celle-ci et le PT se retrouvent de plus en plus isolés. Rapidement, leurs relations avec le PMDB se dégradent. Pour vaincre la mobilisation croissante des secteurs réactionnaires, le PT et ses alliés du mouvement social ont, bien moins qu'autrefois, les moyens de s'appuyer sur une forte base parmi le prolétariat et le « pauvrétariat » ? Comme nous l'avons déjà signalé, le soutien populaire apporté au PT et surtout à Lula (plus qu'à Dilma) est avant tout d'ordre électoral, et non pas militant. De plus, la crise et l'austérité qui se sont déjà développées dans les années précédentes incitent de moins en moins les travailleurs et les pauvres à descendre dans la rue pour défendre des progrès déjà en partie remis en cause. Les cas révélés de corruption de cadres pétistes, dans le cadre du Lava-Jato, et les informations défavorables à Dilma, à Lula et au PT qui passent en boucle sur les grands médias jouent dans le même sens. Le PT, ne cessant de dénoncer par avance le coup d'Etat constitutionnel qu'il sent pointer dans un délai de plus en plus rapproché, parvient donc à faire descendre dans la rue une partie de sa base sociale, mais sans pouvoir faire jeu égal avec les forces de la droite revancharde, qui ont su gagner l'appui d'une large majorité des classes moyennes.

En effet, depuis des mois, la droite ne perd pas une occasion de mobiliser contre le PT et contre la présidente. En 2015 et au début de 2016, la réaction organise à plusieurs reprises de très grosses manifestations dans tout le pays, visant à révoquer Dilma et, au-delà, à jeter le PT dans les poubelles de l'histoire. Après quelques tergiversations, le PMDB, parti clé de la coalition gouvernementale et partenaire du PT depuis le premier mandat de Lula, quitte le gouvernement et se prononce pour la destitution de Dilma. Le vice-président PMDB du pays, Michel Temer, se positionne pour prendre la place de cette dernière, comme l'autoriserait la Constitution de 1988.

**Les débats parlementaires autour de l' « impeachment ».**

Mais pour que Temer puisse remplacer Dilma, il faut que celle-ci démissionne, ou qu'elle subisse la procédure de l' « impeachment », qui implique un vote du Congrès (Sénat et Chambre des Députés) en ce sens, après l'établissement en droit d'un « crime de responsabilité » de la locataire du *Planalto* (le palais présidentiel). Dilma refusant de démissionner, le choix des partis situés à la droite du PT est celui de l' « impeachment ». Le processus de destitution est lancé le 2 décembre 2015 par Eduardo Cunha, président PMDB de la Chambre des Députés, un individu très influent dont nous reparlons bientôt. Quel « crime de responsabilité » est donc reproché à Dilma ? Le chef d'accusation présenté par le procureur en retraite H. Bicudo et trois avocats siégeant à la Chambre est celui d'irrégularités dans la loi de finances – on l'accuse de « pédalage fiscal », c'est-à-dire, en gros, de retarder les versements de l'Etat (intérêts, etc.) aux institutions bancaires jusqu'à l'exercice fiscal suivant, de façon à fausser les indicateurs économiques et à éviter le plus possible la confiance des « investisseurs ». Les accusateurs mettent aussi en avant des « suspicions » d'implication de la présidente dans des faits de corruption dans le scandale Petrobrás, mais précisément sans pouvoir apporter de preuves à ce niveau.

Donc, faute de pouvoir prouver la corruption personnelle de Dilma, les seuls faits avérés qui lui sont reprochés sont ces irrégularités dans la loi de finances. Il n'y a donc pas de preuves d'enrichissement personnel illégal de la présidente, contrairement à ce qui avait conduit à la démission de Collor en 1992. S'agit-il donc d'un crime de responsabilité de Dilma, qui justifierait l'« impeachment » ? Pour de nombreux juristes, non. A les en croire, on comprend donc que le processus lancé le 2 décembre 2015 et finalisé le 31 août 2016 est une machination politico-judiciaire illégale, autrement dit un coup d'Etat constitutionnel (on parle de coup d'Etat « à blanc »). Celui-ci est fondé sur des motivations politiciennes, et des considérations de classe. Une commission spéciale à la Chambre est formée, rendant un rapport favorable à l' « impeachment », par 38 députés contre 27. Le 17 avril 2016, en assemblée plénière de la Chambre, 367 députés votent pour chasser Dilma Rousseff de la présidence, contre 137. Puis la commission sénatoriale vote dans le même sens par 15 voix contre 5, et le Sénat approuve, le 12 mai, par 55 voix contre 22, la mise à l'écart de la présidente, d'abord temporairement, puis définitivement le 31 août (par 61 voix contre 20, sans abstention). Entretemps, le vice-président Michel Temer a assuré l'intérim, et il devient alors officiellement président jusqu'à 2018. La destitution et le processus parlementaire qui y a abouti s'accompagnent de manifestations de vulgarité et de haine de classe, de revanchisme venant de politiciens parmi les plus abjects et les plus réactionnaires qui sévissent dans ce malheureux pays. Parmi le chœur des vainqueurs au Sénat, citons simplement le tristement célèbre Ronaldo Caiado, du parti DEM (pour « Démocrates », en fait un parti des oligarchies foncières descendant de la dictature militaire). L'ultraréactionnaire Caiado s'était déjà illustré, il y a longtemps, comme dirigeant de l'UDR (Union démocratique rurale (!)) qui faisait régner la terreur parmi les paysans pauvres et commanditait des assassinats contre des militants de gauche

dans les campagnes.

**Une « classe politique » archi-pourrie !**

Une question mérite d'être posée : mais qui sont donc ces vertueux parlementaires qui ont majoritairement décidé de révoquer la présidente Dilma ? Des modèles d'éthique légitimement indignés par le maquillage de la loi de finances ? Certainement pas ! Au Brésil, Sénat et Chambre des Députés, comme une grande partie des assemblées et exécutifs aux niveaux inférieurs (municipes, Etats fédérés), sont infestés de politiciens véreux, affairistes, corrompus, dont beaucoup changent de parti comme de chemise au mieux de leurs intérêts. Le bien du peuple compte peu. Ce qui compte, c'est de défendre des intérêts de classes, les classes mêmes qui sont surreprésentées dans ces assemblées ; et pour de nombreux individus, d'en tirer des avantages personnels, électoraux et financiers. Les parlementaires brésiliens sont parmi les mieux payés au monde et ils disposent de nombreux privilèges, ce qui n'empêche pas une large part d'entre eux de s'enrichir crapuleusement par-dessus le marché.

En plein cœur du processus de révocation de la présidente, le scandale des *Panama Papers* (avril 2016) a révélé que des politiciens d'au moins 7 partis brésiliens (PDT, PMDB, PP, PSB, PSD, PSDB et PTB) figuraient sur les listes de la compagnie panaméenne Mossack Fonseca, gérant des entreprises *offshore* dans des paradis fiscaux. A côté des français Patrick Balkany, Jean-Marie Le Pen et Jérôme Cahuzac (notamment), on trouvait les noms de crapules brésiliennes de haut vol comme Antônio Carlos Neves de Mattos (notamment un des dirigeants de l'Agence nationale du pétrole), ou Joaquim Barbosa (ex-président et alors ministre du STF – Tribunal suprême fédéral). Mais ici, nous retrouvons aussi le nom d'Eduardo Cunha. Le président de la Chambre, affilié au PMDB, depuis longtemps le partenaire majeur du PT au gouvernement. Cette canaille de Cunha, qui a été le véritable fer de lance de la lutte pour virer Dilma, est aujourd'hui en prison, un lieu a priori improbable pour tenir une place essentielle dans l'actuelle crise politico-judiciaire. Nous allons bientôt voir comment.

En pleine opération *Lava-Jato* autour du scandale Petrobrás, au moins 57 brésiliens déjà mis en cause par l'enquête policière dans ce cadre apparaissent dans au moins cent entreprises *offshore* dans des paradis fiscaux[3]. A la même époque, le géant médiatique *Globo*, défenseur historique et acharné des intérêts du grand capital, empire tout puissant qui n'a jamais cessé de mentir, de tricher et de pourrir les têtes de dizaines de millions de citoyens brésiliens, n'est bien sûr pas plus honnête que les capitalistes, banquiers et politicards dont il défend les intérêts. Des journalistes hollandais du quotidien *Trouw* ont montré que *TV Globo* a été citée « plusieurs fois » dans une enquête sur blanchiment d'argent à la banque *De Nederlandsche*, la chaine de télé-intox ayant pratiqué pendant des années des « *transactions financières irrégulières* » en utilisant des paradis fiscaux.

Dans le monde des politiciens de haut vol, il vaut aussi la peine d'évoquer le cas d'Aécio Neves, plébiscité comme président du PSDB en 2013, ancien candidat à la présidentielle de 2014 battu de peu au second tour par Dilma Rousseff. Ce dernier faisait lui aussi l'objet d'enquêtes en 2016 pour des soupçons de pots-de-vin dans le scandale Petrobrás, pour la possession d'un compte au Liechtenstein ; et en 2017, pour son implication dans le scandale Odebrecht (détournement d'argent à l'occasion de campagnes électorales) : il est accusé d'avoir détourné quelque 10 millions d'euros.

Mais revenons à Eduardo Cunha, un de nos acteurs « préférés » de la tragédie politique actuelle vécue par le Brésil. Ce politicien au CV très « complet » joue un rôle clé au cœur des tout derniers développements. Cunha, au début 2016, tout président de la Chambre des Députés qu'il était encore, avait déjà fait l'objet d'enquêtes pour divers crimes (notamment avoir caché des comptes en Suisse). Après des dénégations d'usage dans de pareils cas, face à la mise en lumière des faits, Cunha s'est retrouvé derrière les barreaux le 19 octobre 2016, et il a été condamné par le juge Sérgio Moro à un total de 15 ans et 4 mois de prison le 30 mars dernier, pour un vaste palmarès – mais est-ce là l'ensemble de son œuvre ? – où l'on trouve, après des dénonciations du MPF (Ministère public fédéral), des chefs d'inculpation de corruption passive, pour avoir demandé et obtenu en tant que parlementaire en 2011, des avantages indus (des pots de vin) dans un contrat d'exploration pétrolière au Bénin; trois condamnations pour blanchiment d'argent sale; et 14 condamnations pour évasion fiscale[5]. On le voit : Eduardo Cunha aime beaucoup l'argent ! Il n'est pas le seul. Mais contrairement à la quasi-totalité des détenus, il réussit le tour de force de continuer à s'enrichir derrière les barreaux. Pour cela, il ne manque pas d'arguments, comme nous le verrons bientôt.

## Le gouvernement Temer : corruption à grande échelle et « grand bond en arrière » ?

Depuis plus d'un an, Michel Temer et son gouvernement ont un fort déficit de légitimité, sans même parler de popularité. Les indices de satisfaction n'arrêtent pas de chuter, et ceux d'insatisfaction de grimper. Ils étaient évalués respectivement à 10% et 55% le 31 mars[6]. A la fin mai, les dernières études tournent autour de 5% d'approbation pour Temer. Quant à sa représentativité par rapport à la société brésilienne, le trombinoscope gouvernemental est édifiant : sur ses 23 membres, que des hommes, blancs ! Et des riches, bien sûr !

La circulation d'argent sale au niveau du gouvernement et du parlement est massive. Non seulement le président Temer fait l'objet d'une enquête pour corruption, mais selon Ivan Valente, dirigeant du PSoL[7], c'est aussi le cas de 8 de ses ministres, et plus de 200 membres du Congrès national sont accusés de corruption, dont plus de 100 pour le seul scandale *Lava-Jato*. La clique des pourritures au pouvoir ne se contente pas d'empocher du pognon mal gagné. Elle agit : elle est en place pour imposer une politique d'austérité brutale, des reculs sociaux massifs et la casse des droits des travailleurs.

Les banques et les grandes entreprises capitalistes sont au cœur des préoccupations de la nouvelle équipe gouvernementale et de sa base parlementaire. Ce sont ainsi plus de 500 milliards de reais[8] qui sont ainsi offerts aux banques chaque année par le gouvernement[9]. Bien évidemment, ce dernier veut faire payer ces transferts, et la crise économique en général, par le peuple et les travailleurs. Deux grandes « (contre-)réformes » sont au programme dans l'actualité immédiate: celle des retraites, et celle du droit du travail.

Pour les retraites, les arguments utilisés par le pouvoir sont de mensonges très classiques et même éculés, et relèvent du terrorisme intellectuel : c'est l'idée que faute de faire de grandes « réformes », il ne restera plus d'argent pour payer la santé et l'éducation, et le système des retraites va s'effondrer, faute de pouvoir le financer. L'idée assénée par les politiciens réactionnaires et les médias dominants est qu'il faut « réformer » les retraites, qui coûtent de plus en plus cher à l'économie brésilienne, notamment parce que l'espérance de vie augmente – une idée bourgeoise recyclable d'un pays à l'autre, comme on peut le constater, et dont la mise en œuvre néfaste pour les travailleurs se réalise pays par pays – avec un rapport final de la commission chargée de cette réforme. Le projet est assez complexe mais retenons qu'il fixe à 65

ans et 62 ans pour les femmes, l'âge minimal de départ en retraite, avec une mise en œuvre progressive. La « réforme » vise à en finir avec la possibilité de partir en retraite exclusivement en fonction de la durée de cotisation. De plus la durée minimale de cotisation passerait de 15 à 25 ans. Autres données clés du projet : pour avoir recours à une retraite à taux plein, il faudrait avoir cotisé 40 ans ; pour atteindre 70% de l'ensemble des salaires depuis 1994, il faudrait 25 années de cotisation. Avec le niveau atteint par la crise politique et l'avenir incertain de Temer et de ses ministres, les débats parlementaires sont quelque peu en panne, mais la réaction et le patronat veulent aller au bout de ce projet ruineux pour les travailleurs.

Mais le gouvernement, tout comme ses soutiens politiques et médiatiques, se garde bien de mentionner la triste et massive réalité des patrons fraudeurs et des exonérations qui ruinent le système[10]. Pour comprendre les conséquences à attendre de cette « réforme » des retraites, il faut partir d'une réalité simple : il est très difficile, pour un travailleur, de pouvoir fournir les justificatifs de 25 années de cotisation aux caisses de retraite. La raison en est limpide : le poids énorme du travail informel (non déclaré) au Brésil. Selon Edmilson Rodrigues, aujourd'hui déjà, 80% des travailleurs retraités ne peuvent même pas prouver 25 années de cotisations. Passer à l'exigence de 40 années de cotisation pour des pensions à 100% du salaire, comme le veut le gouvernement Temer, cela veut dire aux travailleurs : « vous n'aurez plus droit à la retraite »[11].

La « réforme » du droit du travail a deux aspects essentiels. Le premier ne semblera pas original au lectorat français : il s'agit d'une inversion des normes juridiques, permettant de donner plus de poids aux accords négociés qu'aux textes de loi existants en matière de droit du travail. Rappelons que la fin du second mandat du président Fernando Henrique Cardoso avait été fortement perturbé par des luttes des travailleurs contre un projet de loi répondant à la même orientation, projet qui a fini aux orties avec l'arrivée de Lula à la présidence. Le second aspect de cette autre contre-réforme majeure vise à rendre possible la sous-traitance dans tous les domaines et tous les secteurs du public et du privé, en précarisant le rapport au travail et en faisant passer de 3 à 6 mois la durée du contrat de travail temporaire. Le travail est « flexibilisé ». Des obstacles supplémentaires sont mis aux actions de résistance ou de lutte des travailleurs.

On le voit : là aussi, des régressions majeures quant au droit des travailleurs à se défendre et à la possibilité de faire des projets et de construire leur vie. C'est sur cet aspect que le danger est le plus imminent pour les travailleurs, car le texte devrait être approuvé au Sénat à la fin de cette semaine, selon le ministre de la planification, Dyogo Oliveira[12]. Pour les individus au pouvoir, il s'agit aussi de montrer que malgré toutes les affaires boueuses dans lesquelles il patauge, et malgré les manifestations de colère de la population, ce gouvernement parvient à « avancer ».

## Des « réformes » impopulaires

Ces réformes sont largement rejetées par la population. Pour ce qui est des retraites, un sondage réalisé entre les 10 et 15 mars derniers révélaient que 72% des personnes interrogées étaient contre le projet de « réforme », et seulement 11% en sa faveur[13]. Le 13 avril, un sondage Vox Populi, en même temps qu'il révélait un indice de satisfaction de 5% pour Temer, donnait un taux de rejet de 93% pour le projet gouvernemental sur les retraites[14]. Le 11 mai (donc toujours avant les révélations de la *Globo* sur la très haute moralité de Temer), le matraquage et l'intox des politiciens et médias bourgeois semblait avoir marqué des points, mais 66% des personnes interrogées refusaient la casse programmée des retraites, et seulement 20% se disaient favorables aux mesures que veut imposer le pouvoir[15].

Pour ce qui est de la « réforme » des droits des travailleurs, les personnes interrogées

entre le 7 et 8 mai sont 62% à s'opposer au projet gouvernemental, et 19% seulement à l'approuver[16]. Le 2 mai, alors que le projet gouvernemental avait déjà été adopté à la Chambre, *Brasil Econômico* révélait que 58% des personnes interrogées rejetaient le projet gouvernemental[17].

On voit donc, dans les deux cas – même si c'est encore plus net pour le premier (les retraites) – que c'est une nette majorité des Brésiliens qui refusent des projets qui auront un grave impact sur leur vie, de la part d'un gouvernement et d'un président profondément entachés d'illégitimité.

## Grève générale le 28 avril

Malgré cette opposition, le 27 avril, les députés de la Chambre ont voté par 296 voix contre 177 le projet de casse des droits du travail[18].

Il n'y a rien d'étonnant, dans ce contexte, que des grèves éclatent et que le peuple descende dans la rue pour défendre ses intérêts et ses droits. Toutefois, la grève générale organisée le vendredi 28 avril était préparée depuis un bon moment. Elle a un caractère historique, car cette forme d'action avait disparu depuis longtemps des pratiques syndicales. Des centaines de catégories professionnelles sont restés les bras croisés dans tout le pays, afin de barrer la route aux « réformes » de Temer. Cette journée a d'ailleurs été co-organisée, au plan national, notamment, par des organisations syndicales, des secteurs significatifs de l'Eglise catholique et des mouvements sociaux, structurés en fronts, sur lesquels nous reviendrons plus loin. Une très forte unité des mouvements sociaux a été construite, ce qui a permis le succès de cette journée, au moins en termes de niveau de mobilisation. La grève générale était appelée par la CUT (Centrale unique des travailleurs), la CTB (Centrale des travailleurs du Brésil), l'*Intersindical*, la CSP (Centrale syndicale et populaire)/Conlutas, l'UGT (Union générale des travailleurs), la *Força Sindical*, la *Nova Central*, la CSB (Centrale des syndicats brésiliens et la CGTB (Centrale générale des travailleurs du Brésil. Il faut remarquer, d'ailleurs, que certaines de ces centrales relèvent carrément d'un syndicalisme jaune, collaborant d'habitude sans retenue avec le patronat et les politiques néolibérales. C'est sans doute là un fort indice de la colère et de la poussée de la base. Mais il y a une autre raison à la présence de ces courants : depuis Vargas, la cotisation syndicale était obligatoire pour tous les travailleurs, à raison d'une journée de salaire annuelle, servant à financer les syndicats. La « réforme » Temer supprime cet impôt syndical et prive considérablement de ressources financières les organisations syndicales.

A São Paulo et ailleurs, la grève paralysait totalement des lignes de métro, des bus restaient au dépôt, et les trains en gare. Des routes et des avenues étaient bloquées. Tous les états de la Fédération ont été touchés, ainsi que le DF (Brasilia)[19]. L'objectif était clairement de barrer la route aux projets réactionnaires sur les retraites, le droit du travail et la sous-traitance. Dans tout le pays, étaient organisés des manifestations, des piquets de grève, des blocages routiers et des animations culturelles. Dans de nombreux états, les campagnes se sont fortement mobilisées, réunissant paysans pauvres ou sans terres et salariés agricoles. L'exigence vis-à-vis du Congrès était l'arrêt immédiat des votes destinés à retirer des droits et à appauvrir les travailleurs et les citoyens, à part les riches. Face à cela et aux menaces de passer à une grève plus vaste encore, voire à une grève illimitée, Temer s'entête à vouloir faire passer ses projets, malgré une impopularité située déjà au niveau record de 92%, avant même l'explosion des révélations sur la corruption présidentielle. A la lecture des déclarations de Vagner Freitas[20], le président de la CUT (première centrale syndicale du pays), qui voulait pourtant montrer une sorte de « courtoisie » et de bonne volonté en proposant des discussions avec les parlementaires à propos de ces « réformes » - alors qu'il n'y a strictement rien à discuter dans ces projets – montre que le 28 avril n'est pas simplement une journée de mobilisation exceptionnelle. Base militante, dirigeants d'organisations et analystes, tout le monde semble s'accorder sur le fait qu'il y aura des suites à cette grève générale, qui apparait plutôt comme le début d'une nouvelle phase de la lutte des classes au Brésil.

De façon non surprenante, les grands médias, soutiens du pouvoir néfaste et illégitime de Brasilia, ont traité avec mépris et souvent boycotté le travail d'information sur la grève. Il semblerait même, en fait, que les médias internationaux aient plus couvert cette journée historique que les grandes machines à intoxiquer les esprits au Brésil même. Mais cette volonté de la *Globo* et autres d'ignorer la colère populaire qui se manifestait le 28 avril n'est en tout cas pas parvenu à démobiliser ou à démoraliser les travailleurs et les couches populaires.

Haut du formulaire

## Scandale dans le scandale : Temer dans l'œil du cyclone

Les tensions sociales s'aiguisent donc dans le pays, beaucoup de militants cherchent à donner des suites au 28 avril. Et les 17 et 18 mai, patatras ! Aux attaques antisociales du pouvoir, viennent s'ajouter de nouveaux faits, gravissimes, de corruption au plus haut niveau. Temer lui-même se retrouve éclaboussé par un enregistrement montrant son implication directe dans le *Lava-Jato*. Cet enregistrement révèle que le président a donné son accord pour verser des pots-de-vin. A qui ? A Eduardo Cunha, encore lui ! Même si le gouvernement a vite voulu démentir l'authenticité de ce document audio, la nouvelle, diffusée par le groupe *Globo* (avec un grand quotidien et la chaine de TV la plus regardée au Brésil), fait l'effet d'une bombe. Pourquoi payer des millions de reais à Cunha et l'enrichir alors même qu'il se trouve derrière les barreaux ? Tout simplement, pour acheter le silence de l'ancien président de la Chambre des députés. C'est qu'il sait sans doute beaucoup de choses, Cunha ! L'enregistrement à scandale a aussi ceci d'intéressant qu'il met en scène les relations directes et obscènes qui existent entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. Ici c'est le groupe J&F qui est en cause, par l'intermédiaire de l'un de ses propriétaires, Joesley Batista. J&F contrôle notamment le géant brésilien de la viande avariée, JBS[21]. Le 7 mars, Temer et Joesley Batista se sont réunis dans la résidence officielle présidentielle du Jaburu à Brasilia, et ont eu une conversation d'une quarantaine de minutes, d'un très grand intérêt. Le chef d'entreprise demande au président comment se portent ses relations avec Cunha, et Temer répond : « Eduardo [Cunha] a tenté de me harceler »[22]. D'après *O Globo*, Batista explique à Temer qu'il a versé des sommes d'argent à Cunha, mais que celui-ci menace toujours de « balancer », ce à quoi Temer répond : « Tu dois continuer avec ça, OK ? », autrement dit ne pas cesser de lui verser des pots-de-vin. Le ton de la conversation, pas toujours très audible, semble d'ailleurs assez calme, entre deux personnages qui se connaissent mais ne se sont pas revus depuis l'accession de Temer à la présidence. Ils sont en difficulté mais ce sont des endurcis : on a l'impression que l'on est au cœur du « business as usual » ! Mais Temer a été piégé par Joesley Batista : le locataire (pour combien de temps encore ?) du *Planalto* ne savait pas que cette conversation était enregistrée !

La diffusion de cet enregistrement par le journal *O Globo*, est gravissime pour Temer, au moins pour deux raisons. En premier lieu, elle indique la participation et la complicité du président Temer dans des actions visant à bloquer la plus importante enquête anti-corruption du pays, l'opération *Lava-Jato*. Or si le peuple brésilien est fatigué de la misère et commence à se rebeller contre l'austérité, mais sans encore se soulever massivement contre ceux qui les lui font subir, il est, par contre, tout à fait ulcéré par les scandales politiques à répétition. Au moins depuis juin 2013, il perçoit la corruption des politiciens comme le problème numéro un du pays. En second lieu, le fait que la *Globo* diffuse un document aussi accusateur contre le président signifie que le plus gros groupe médiatique du pays a décidé de le lâcher. A la *Globo*, un journaliste comme Lauro Jardim (l'auteur des révélations[23]) ne pourrait jamais agir sur un sujet aussi sensible sans l'accord de la direction, et le cas échéant, il prendrait la porte à la vitesse de la lumière, le document serait détruit, etc. !

## Prime à la délation !

Il existe des moyens légaux pour faire parler les gens qui « savent », en particulier sous la forme d'atténuation ou de remises de peines. C'est dans ce cadre qu'a pu exploser cette bombe anti-Temer. Voici un bref déroulé des évènements qui y ont conduit. Quelques jours avant la divulgation du scandale par le journal *O Globo*, Joesley Batista et son frère Wesley, accompagnés de 5 personnes de JBS s'étaient rendus au STF (Tribunal Suprême Fédéral), au cabinet du ministre Edson Fachin. C'est à ce dernier qu'il incombe de valider ou pas une action de délation auprès du Procureur général de la République. Fachin a validé la démarche et a accepté des frères Batista l'enregistrement compromettant, dans lequel Joesley dit avoir versé 5 millions de reais d'argent de poche à Cunha depuis l'arrestation de ce dernier[24]. C'est ainsi que les géants de la viande pourrie ont, en balançant les boules puantes décrites ci-dessus, ainsi qu'avec d'autres révélations[25], contribué à rendre l'atmosphère plus putride que jamais dans le monde de la politicaillerie brésilienne, tout en plaçant le bipède présidentiel dans une position plus que bancale. L'exercice consiste pour lui à tenir debout sur une jambe, tout en assénant le plus vite possible une série de coups droits et d'uppercuts aux classes populaires, tout cela alors qu'en guise d'étais, il subit les forces contradictoires de hordes politiciennes. Certaines le poussent vers l'avant, et d'autres vers l'arrière (autrement dit vers la sortie du ring). Mais ces individus appartenant à ces hordes sont eux-mêmes si massivement opportunistes, corrompus et instables qu'ils peuvent pousser le président dans un sens, puis dans un autre… Telle est, de façon imagée, la situation très précaire dans laquelle se trouve Temer. Nous y reviendrons un peu plus loin.

Dans l'enregistrement, Joesley Batista explique de quelle façon lui-même et son entreprise sont impliqués dans le Lava-Jato, et il ressort que Temer est parfaitement au courant du fait que le groupe J&F ont envoyé un procureur de la République comme « sous-marin » dans les enquêtes, afin de bloquer celles qui sont entre les mains de la Justice fédérale, et qui pourraient leur coûter très cher.

## 24 mai : « Occupons Brasilia »

Du coup, au refus des textes gouvernementaux sur les retraites et sur le droit du travail, s'ajoute maintenant une autre source de colère populaire : le président lui-même. Sans doute plus de 100 000 personnes – les forces de l'ordre parlent de 35 000 et certains, à l'inverse, en ont compté jusqu'à 200 000 – défilent dans Brasilia criant « Dehors Temer ! ». Un mot d'ordre domine : « *Diretas já* », c'est-à-dire des élections directes, sans attendre[26]. A nouveau, un large spectre d'organisations politiques, sociales, associatives, s'unissent pour l'opération « Occupons Brasilia ». Dans l'esprit des organisateurs, il s'agit d'une « occupation » tout à fait pacifique, bien sûr. Mais le président aux abois choisit la manière forte, et fait appel à l'armée pour « accueillir » les manifestants. Selon le site de la tendance *Insurgência* du PSoL[27], c'est à la demande de Rodrigo Maia, le président de la Chambre des députés depuis le départ à l'ombre d'Eduardo Cunha, Temer décrète l'usage des Forces armées dans le DF jusqu'au 31 mai, mettant en avant la nécessité de garantir "la loi et l'ordre"!!!

Avant même d'arriver dans la capitale fédérale, les cars de manifestants sont arrêtés ; les participants sont fouillés, et on leur retire les manches en PVC des banderoles, qui sont, c'est bien connu, des armes par destination ! En ville, l'objectif des ordures au pouvoir était double, voire triple : empêcher la manifestation de s'approcher du Congrès qui devait, comme si de rien n'était, continuer à délibérer des textes scélérats dénoncés par les manifestants ; pour intimider les manifestants et afficher la détermination du président, du gouvernement et de leurs complices parlementaires d'aller jusqu'au bout des mesures antisociales, mettre en place le dispositif répressif d'un pouvoir qui se prépare à une guerre civile ; et sans nul doute, comme on le constate aussi sous d'autres cieux, favoriser des actes de vandalisme permettant aux médias du capital de passer en boucle les gestes de « violence » de certains manifestants. La journaliste Renata Mielli rend ainsi compte de la situation à Brasilia le 24 mai : « Il n'y a pas eu confrontation, il y a eu attaque. Il n'y a pas eu de vandalisme, il y eu de la répression et de la résistance. Simplement parce qu'il n'y a pas de confrontation entre une arme à feu et un tube de PVC qui sert à tenir des banderoles.

La police a tiré ouvertement pour toucher les manifestants. Ce n'étaient pas des tirer en l'air, dans l'intention de disperser les gens. Et beaucoup de balles n'étaient pas en caoutchouc. Des chevaux, des chiens, des matraques, des gaz poivrés, tout un arsenal militaire a été utilisé contre les travailleurs et les travailleuses, dans l'objectif clair de tenter d'empêcher une manifestation historique »[28]. Des bâtiments publics ont été attaqués, en particulier, sur l'Esplanade des ministères, celui de l'agriculture, bien endommagé par les « black blocks ». Ce sont ces images qui, bien sûr, ont la préférence des médias du système. Sauf qu'à propos de ces « black blocks », certains témoignages de manifestants s'étonnent de la facilité avec laquelle ils ont pu agir avec le dispositif policier et militaire en place[29]. Selon un bilan réalisé le lendemain par des avocats ayant participé à la manifestation de Brasilia, il y a eu cinq cas de blessés graves : un homme de 35 ans, blessé par balle en caoutchouc, qui va certainement perdre un œil ; un militant du Goiás de 22 ans qui a reçu un tir à balle réelle dans le cou ; un militant connu des droits de l'homme à Rio, de 26 ans, qui a reçu une grenade en plein visage et est passé très près de devenir aveugle ; un garçon de 21 ans, victime, qui plus est, d'une campagne de diffamation, qui a eu la main déchiquetée en voulant renvoyer une de ces fameuses grenades lacrymogènes, faites pour exploser très brutalement lorsqu'on les touche ; un homme, enfin, qui n'était toujours pas identifié le 25 mai, resté sans connaissance, après avoir été touché par balle réelle au maxillaire et au cou, et perdu une grande quantité de sang en attendant les secours. Ce dernier cas, le plus grave, a été filmé, et la vidéo a beaucoup circulé : on y voit un policier vidant le chargeur de son pistolet sur la population, ainsi que le moment où la victime est touchée.

La violence gouvernementale a duré des heures, face à une manifestation unissant des centrales syndicales, des mouvements sociaux, étudiants, des partis d'opposition à Temer : une démonstration de force face à un président, un gouvernement et une majorité parlementaire qui n'ont aucune légitimité pour continuer à agir comme ils le font. Comme le signale le site du courant *Insurgência* du PSoL, il y a d'autres raisons parfaitement « ignobles » à cet acharnement présidentiel : « en fin de compte, Temer a peur d'aller en prison et sait que sans ses privilèges présidentiels, le chemin vers celle-ci peut être grandement raccourci »[31]. Effectivement, tant qu'il reste président, Temer est protégé par son immunité présidentielle. Mais on sent bien, en analysant les faits survenus en particulier le 24 mai, que ce pouvoir est à la fois faible et dangereux parce que non légitime, dans la mesure où sa chute présente un risque majeur pour le président : se retrouver derrière les barreaux. Mais en même temps, la bourgeoisie, même munie d'un personnel politique de la pire espèce et totalement impopulaire, veut aller vite dans casse des droits des travailleurs[32].

Nous avons donc affaire un pouvoir politique aux abois, et à une classe dominante dont les médias ne se lassent pas d'afficher une vertueuse indignation face aux déprédations des bâtiments publics, et de dénoncer les violences de certains manifestants[33]. Le pouvoir en place, illégitime, blesse grièvement des manifestants pacifiques, tandis que le même jour, dans les campagnes, dix « *posseiros* » ont été assassinés[34]. Il s'agit de paysans des terres sans titre de propriété, ou bien dont le titre est contesté par les intermédiaires véreux de grands propriétaires, etc. C'est arrivé dans la fazenda Santa Lúcia, dans le municipe de Pau d'Arco, dans l'état du Pará, traditionnellement l'un de ceux dont les oligarchies foncières se montrent les plus violentes. Ces paysans ont été assassinés lors d'une opération de policiers militaires et civils de cet état. Là encore, les médias du capital emploient des mots trompeurs : il n'y a pas eu de confrontation : les opprimés étaient désarmés. L'assassinat politique de paysans en lutte sur commande des oligarchies locales, tradition abjecte des campagnes brésiliennes, semble reprendre du poil de la bête...

## Quelles options pour la bourgeoisie ?

Tout cela fait penser que le pouvoir en place a peur, et que la bourgeoisie, dans ses différentes fractions, ne sait pas trop comment se dépêtrer avec une sphère politique et des institutions incapables d'assurer la stabilité de sa domination, au moment où elle a décidé de donner des coups décisifs aux travailleurs et aux classes populaires. C'est que la haute bourgeoisie brésilienne a un rang à tenir au sein de l'impérialisme mondial, et a besoin d'un pouvoir politique le lui permettant.

Deux questions surgissent dans ce contexte. En premier lieu, le gouvernement Temer, et le parlement réactionnaire qui soutient la politique d'attaque massive contre les travailleurs, ont-ils encore l'autorité et la légitimité nécessaires pour exiger de tels reculs et de tels sacrifices ? En second lieu, si Temer doit partir, comment régler la crise politique ?

A la première question, la réponse apparaissait plus claire il y a quelques jours qu'à l'heure où nous bouclons cet article. Des révélations de Joesley Batista aux suites immédiates du 24 mai, Temer semblait – un peu comme Collor en 1992 – de plus en plus isolé au sein de sa classe. Les uns après les autres, les rats quittaient le navire : la masse des politiciens réactionnaires, corrompus et/ou lâches qui, il y a environ un an, l'ont envoyé à la présidence en votant la destitution de Dilma, lâchaient Temer,

individuellement ou par grappes. Un large consensus existe encore sans doute aujourd'hui au sein de la classe dominante pour considérer que l'actuel président et son gouvernement ont fait leur temps et sont devenus de réels obstacles à la mise en œuvre de la politique de brutale régression sociale, présentée comme nécessaire par les médias dominants. Mais en même temps, le discours véhiculé par ces mêmes médias apparait, ces derniers jours, comme extrêmement instable, changeant : il fluctue, presque de jour en jour. Tout dernièrement, il se manifeste une certaine tendance à vilipender la chasse à la corruption et le *Lava-Jato*, qui, vu l'ampleur de la tâche, ont le fâcheux défaut de paralyser l'action politique, une action dont la bourgeoisie a besoin pour infliger une défaite majeure aux travailleurs et reprendre durablement le contrôle de la situation politique et sociale. Certains secteurs se demandent s'il ne faut pas carrément mettre un terme à ces enquêtes, car elles ont pour effet de bloquer les institutions et la conduite des politiques voulues. Et cela nous conduit à la seconde question posée ci-dessus : par qui remplacer Temer?

La réponse est fort compliquée, et les élites n'ont pour l'instant aucune solution satisfaisante. Quant à la démarche à suivre pour remplacer Temer, tout en poursuivant pour l'essentiel sur les mêmes orientations économiques et sociales, les divers secteurs de la classe dominante ne donnent pas les mêmes réponses. L'hypothèse de loin privilégiée parmi les élites reste le remplacement de Temer par une élection indirecte au sein du Congrès (Sénat et Chambre des députés). Mais pour l'instant les différents secteurs de la classe dominante ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un nom qui pourrait les unifier suffisamment. La bagarre, parmi les hautes sphères de la bourgeoisie, est même très sévère.

Pour remplacer Temer par voie parlementaire, l'ex-président Fernando Henrique Cardoso a été sollicité, mais il est âgé de près de 86 ans, et son nom a été cité dans la délation de la méga-entreprise du BTP, Odebrecht. Et il a refusé. D'autres noms circulent, mais rien de bien convaincant, et beaucoup de casseroles trainent derrière les personnages suggérés. On parle du sénateur, et ex-gouverneur du Ceará, Tasso Jereissati, président par intérim du PSDB depuis la chute pour corruption d'Aécio Neves : c'est un politicien expérimenté et qui n'est pas dans le collimateur du

*Lava-Jato* ; mais il n'est pas aimé à la Chambre, où se trouve la majorité du Congrès, et il est lié à Aécio Neves, qui pourrait bientôt se retrouver derrière les barreaux. Président de la Chambre des députés, le très réactionnaire et corrompu Rodrigo Maia, politicien de seulement 46 ans du parti DEM, mais qui en déjà à son cinquième mandat de député fédéral, est en tête de liste dans l'ordre constitutionnel. Mais il est considéré comme peu fiable au plan du caractère, et présente aussi le défaut de faire l'objet d'une enquête du STF pour le *Lava-Jato*. Une belle pourriture, pour tout dire ! On parle aussi de Nelson Jobim, ancien ministre sous FHC, Lula et Dilma et ex-président du STF, membre du conseil d'administration de BTG Pactual, une banque d'investissement. Il est considéré comme conciliateur et assez consensuel, il semble bien vu par l'Armée. Mais il est associé d'une banque dans le collimateur du *Lava-Jato*, dont l'ancien président a même été mis en prison. De plus il a été l'avocat de certaines entreprises

visées par les enquêtes, ce qui est de nature à créer des suspicions… Un autre nom cité est celui d'Henrique Meirelles, ancien dirigeant de la Boston Bank, ex-gouverneur très "orthodoxe" de la Banque centrale nommé par Lula, et actuel ministre de l'économie sous Temer. Il aurait un fort soutien du patronat et des banquiers, mais on le dit peu charismatique et avant d'arriver à ce gouvernement, il travaillait… pour les frères Batista, chez J&F. Deux autres noms circulent encore, sans susciter réellement l'enthousiasme : ceux de Carmen Lúcia, présidente du STF, mais sans parti ; et de Gilmar Mendes, très proche de Temer, ce qui n'est pas vraiment un atout aujourd'hui (!), et également sans parti[35].

A ce stade, la bourgeoisie patauge donc dans sa crise institutionnelle, mais on peut être sûr que même fébrile, les membres de la classe dominante cherchent à trouver des solutions. Chaque jour apportent des flots de nouvelles informations dans ce nauséabond feuilleton politico-judiciaire. Certains pensent qu'un coup d'Etat militaire dans le coup d'Etat constitutionnel pourrait "régler" la situation. On ne peut pas l'écarter si la paralysie politique perdure et s'approfondit, et si en face, des solutions populaires radicales à la crise gagnent en force en en crédibilité. Mais pour le moment, cela ne semble pas d'actualité. Face à la bronca et aux nombreuses dénonciations, face aussi à des critiques dans son propre camp, notamment issues du PSDB, Temer a reculé sur la présence de l'Armée dans le DF, et dès le lendemain de la manifestation à Brasilia, les militaires retournaient dans leurs casernes.

Dans tous les cas, le déficit de confiance et de légitimité est massif : d'après une étude de la FGV, seuls 11% des Brésiliens font confiance à l'institution suprême qu'est la présidence de la République et seulement 10% au Congrès national. Cela prouve clairement que la grande majorité des Brésiliens savent à qui et à quoi ils ont affaire en matière d'institutions politiques, et les rejette. Cela ne veut pas dire - loin de là - que les illusions par rapport à la démocratie bourgeoise représentative, à ses règles, à sa logique, ont disparu, ou même qu'elles sont en voie de disparition. Il nous semble plutôt que le déficit de confiance concerne la présidence actuelle, voire les présidences récentes; et le parlement actuel, voire les parlements récents. Nous souhaiterions nous tromper, mais il nous semble qu'à de rares exceptions, ce rejet ne va pas au-delà du "tous pourris", sans vraiment saisir la logique de cette pourriture, et, a fortiori, sans imaginer des remèdes viables et radicaux. Un tel déficit, un tel rejet ne peuvent toutefois pas être couvert par les sommets de la bourgeoisie simplement en tirant un joli lapin de son chapeau.

Une autre solution, dont la mise en œuvre est d'actualité, est l'annulation pour irrégularités de l'élection de 2014 qui avait vu la victoire du ticket Dilma/Temer. Nous verrons bientôt ce que donne cette procédure dont l'aboutissement qui satisferait certains secteurs de la bourgeoisie, en donnant un coup de chiffon à meuble sur la table. Mais pourrait-il en ressortir une stabilité suffisante pour permettre aux exploiteurs et aux parasites de pouvoir continuer à prospérer aux dépens du peuple ?

Précisons enfin que les réacs au pouvoir n'ont pas renoncé à faire plonger Lula et à le

mettre définitivement hors circuit. Une seule accusation sérieuse dans le cadre des enquêtes en cours suffirait à le rendre inéligible.

## Quelle(s) gauche(s) face aux attaques de la bourgeoisie et de son pouvoir corrompu?

Les choix de la classe dominante en matière de représentation dépendront aussi de ce que sera capable de faire le camp d'en face. Nous avons la nette impression qu'à l'heure actuelle, de ce côté-là aussi, ça patauge. Il existe plusieurs orientations divergentes, représentées par des forces politiques et sociales, et par des fronts que nous devons brièvement présenter.

Où commence la gauche dont nous souhaitons parler? Cette question n'est pas non plus si simple à traiter qu'il n'y parait à beaucoup. Le PT se situe dans l'opposition à Temer, mais est-il à gauche? Dans son entièreté, certainement pas. Ses courants dominants ne sont jamais sortis du cadre du social-libéralisme (satisfaire les banquiers et les capitalistes d'abord ; distribuer des miettes et panser les plaies du peuple ensuite, dans la mesure du possible), même s'ils s'opposent à l'ultra-libéralisme qui prévaut aujourd'hui. Ils ne se battent pas pour une solution à la crise politico-institutionnelle actuelle qui sorte du cadre de la Constitution de 1988, cadre que le PT avait pourtant rejeté à l'époque[36]. Il existe certainement un courant de la gauche pétiste, autour de Valter Pomar, pour lequel il faut tirer un bilan critique de l'action du PT au gouvernement, remettre en cause les politiques menées alors, et ne pas recommencer comme avant. Mais ce courant est clairement minoritaire dans le PT.

Dans l'opposition de gauche à Temer et à sa bande, deux fronts ont été constitués.

## Le Front Brésil Populaire

Le FBP (Front Brésil Populaire) a été fondé le 5 septembre 2015. Il est constitué de 68 organisations du mouvement social et syndical. Ce front est largement lié au PT et a aussi des liens avec les secteurs de l'Eglise catholique de gauche (en particulier des commissions pastorales). Parmi les plus connues et les plus importantes de ces organisations, il faut citer la CUT (Centrale unique des travailleurs), fondée en 1983, qui n'a plus rien d'unique depuis longtemps mais reste la première centrale syndicale (avec une représentativité de 30,47% selon le ministère), très bureaucratique, intégrée à l'Etat, largement alignée sur le PT ; la CTB (Centrale des travailleurs et travailleuses du Brésil), fondée en 2007, la troisième centrale du pays (avec une représentativité officielle de 10,04%), affiliée à la FSM et liée au PCdoB, et qui revendique le rattachement de près de 700 entités dans tout le pays ; le MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre), fondé en 1984, dont la direction est toujours très liée au PT, même si elle a toujours critiqué les politiques menées par celui-ci au gouvernement (notamment contre l'austérité sous la présidence de Dilma Rousseff), et si elle porte toujours le drapeau de la réforme agraire ; la CMP (Centrale de mouvements populaires), également dans la mouvance pétiste, fondée en 1993, et qui regroupe des mouvements populaires de diverses natures (femmes, mouvement noir, santé, logement, LGBTI, jeunesse, éducation populaire, économie solidaire) ; la CONTAG

(Confédération nationale des travailleurs dans l'agriculture), fondée en 1964 juste avant le coup d'Etat, regroupant paysans et salariés agricoles dans des fédérations au niveau des états fédérés ; l'UNE (Union nationale des étudiants), qui a joué un rôle important autrefois, sous la dictature militaire, et qui est maintenant très liée au PT. Le front inclut aussi des parlementaires et des dirigeants de divers partis et courants internes à des partis, dont le PT, le PCdoB, le PSB, le PMDB, le PCO, le PCML, Refondation communiste et le PDT[37].

Pour l'essentiel, on constate donc un vaste éventail d'organisations (et d'individus) qui entretiennent des liens plus ou moins forts avec le PT et avec les partis ou courants de partis avec lesquels le PT s'est allié, pour certains depuis la fin des années 1980, pour d'autres (comme le PMDB), bien plus récemment. Dans son manifeste, le FBP précise quatre grands objectifs : défendre les droits des travailleurs et des travailleuses (salaires, emploi, conditions de vie, retraite, logement, santé, éducation, transports), contre les politiques d'austérité et pour une politique tournée vers le développement ; élargir la démocratie et la participation populaire, contre les tendances autoritaires et « golpistes », contre le machisme et les violences contre les minorités ; promouvoir de grandes réformes structurelles (notamment réforme de l'Etat, réforme politique, réforme agraire, et réforme fiscale) ; défendre la souveraineté nationale, notamment en matière énergétique, en refusant la mainmise des multinationales sur le pays. On constate donc une idéologie essentiellement développementiste, celle d'un capitalisme maintenu auquel il conviendrait d'imposer des limites et des règles. Ces orientations font beaucoup penser à ce que défendait le PT dans la seconde partie des années 1990 et jusqu'à 2002, c'est-à-dire à l'arrivée de Lula au *Planalto*.

Cette voie ne semble tirer aucune leçon de ce qui s'est passé depuis 2003. Comme front de résistance aux tendances autoritaires et aux attaques néolibérales contre les travailleurs, le FBP a le mérite de regrouper de nombreuses forces populaires et les individus qu'elles influencent. Mais en termes d'orientation et de stratégie, on a envie de leur dire que ça sent l'arnaque, ou alors de leur coller un zéro pointé. Pour ne prendre que quelques exemples : pourquoi lutter maintenant pour la réforme agraire, alors que pendant les 14 années où le PT était au pouvoir central, celle-ci n'a jamais vu le jour ? Comment obtenir une réforme de l'Etat et une réforme politique alors que les institutions parlementaires réelles sur lesquelles ce front voudrait s'appuyer sont infestées de politiciens réactionnaires et corrompus ? Comment obtenir une réforme fiscale au détriment des plus riches, alors que ces derniers ont presque le monopole de la représentation parlementaire ?

Ici, on retrouve en fait les songes creux du PT des années 1990, qui s'imaginait pouvoir garder le capitalisme en l'améliorant et en le démocratisant. Cette stratégie a failli, elle s'est heurtée au capitalisme réel, dominé par une bourgeoisie brutale et tyrannique, qui a fait plier le PT et ses alliés devant ses exigences, au niveau national et international. Alors qu'au début des années 2000, la politique néolibérale représentée par le président Cardoso était à bout de souffle, la classe dominante brésilienne et ses alliés impérialistes sont parvenus à domestiquer le PT et ses alliés, pour qu'ils leur

livrent les travailleurs organisés dans une vaste opération de collaboration de classe qui a essentiellement profité au grand capital et aux parasites financiers. Cette collaboration ayant porté ses fruits, la crise a poussé la classe dominante à se débarrasser de ces organisations issues des mouvements syndicaux et populaires, pour reprendre en main, beaucoup plus directement, les rênes du pouvoir. Telle est le sens profond de l'éjection de Dilma Rousseff.

Le nom même du FBP nous semble trompeur à souhait : en effet, c'est la reprise du front électoral de 1989 qui avait conduit Lula au second tour de la présidentielle, une élection qu'il avait perdu de peu face à l'infâme Collor. Mais à cette époque, le PT et le FBP avaient un programme réformiste, certes, mais bien plus à gauche que l'actuel PT et l'actuel FBP. Il nous semble donc y avoir tromperie sur la marchandise !

**Le FPSM (Front du Peuple sans Peur)**[38]

Cet autre front a été créé peu après le FSM, le 8 octobre 2015. C'est aussi un regroupement de partis politiques (clairement à gauche), de mouvements sociaux et de centrales syndicales, quelques dizaines d'organisations diverses, au total, visant à la mobilisation populaire. Mais à la différence du FSM, le FPSM s'est formé sur la base d'une opposition de gauche à la politique menée par Dilma Rousseff. Mais cela n'a pas empêché le FPSM de lutter ensemble avec le FSM contre « l'impeachment » et, depuis un an, contre les mesures prises par le gouvernement illégitime de Temer. Par exemple, l' « occupation » de Brasilia, le 24 mai, regroupaient les deux fronts. Ce qui est frappant, également, c'est la double participation de certains au FBP et au FPSM. C'est le cas de l'UNE. C'est aussi le cas à la fois de la CUT et de la CTB, ce qui ne représente pas rien au plan syndical! Mais sur ce point, viennent aussi s'ajouter l'*Intersindical* et le « Bloc de la résistance socialiste », lié à la CSP-Conlutas. Au niveau des organisations politiques, le PCO participe aussi aux deux fronts. Le FPSM, au plan politique, est sur une orientation nettement plus à gauche que le FBP. On y trouve beaucoup d'organisations de jeunesse de différents partis ou courants de partis, notamment du PSoL (JSoL, RUA – *Juventude Anticapitalista*, *Coletivo Juntos* !) ; du PCB, petit parti issu d'une refondation sur la gauche de l'ancien PCB (son organisation de jeunesse s'appelant UJC) ; l'UJR (jeunesses du PCR) ; et des jeunesses de diverses organisations trotskystes (notamment la LSR, du CIT/CWI et les jeunesses de la Gauche marxiste, du courant marxiste international), des jeunes du courant communiste « prestiste » (du nom du dirigeant historique Luiz Carlos Prestes). Il y a également diverses organisations de la jeunesse lycéenne et étudiante. Le MAIS (groupe issu de la récente scission du PSTU) est également partie prenante du FPSM. Mais le FPSM est aussi, et peut-être surtout fortement marqué par la présence de mouvements sociaux radicaux. C'est en particulier le cas du MTST (Mouvement des travailleurs sans toit), mouvement radical de lutte pour une réforme urbaine dans les grandes villes (à commencer par São Paulo), organisant des luttes de populations des quartiers pauvres, partisan de l'action directe (occupations de terrains urbains). Sa principale figure publique, Guilherme Boulos, est également un coordinateur du FPSM. On trouve également le Mouvement pour la lutte dans les quartiers et les favelas, des

organisations radicales du mouvement des femmes, ou du mouvement noir… D'autres structures de natures très variées, telles que Midia Ninja (presse alternative) ou les Brigades populaires (d'inspiration bolivarienne) participent aussi au FPSM. Lors du lancement de dernier, se trouvaient des figures publiques diverses telles que G. Boulos (ci-dessus), Luciana Genro (candidate du PSoL à la présidentielle de 2014), Ruy Braga (sociologue connu, ex-PSTU, aujourd'hui PSoL), le politiste André Singer (du PT) ou encore Frei Betto (connu comme militant et théologien de la libération, longtemps très proche du PT).

## Quelle orientation ?

Pour les organisations de gauche, et en particulier pour les organisations qui se réclament de la révolution socialiste, la situation actuelle représente un très gros défi. Elle est très mouvante, et peut conduire, dans le pire des cas, à un coup d'Etat militaire (même si cela ne semble pas un danger immédiat) ; ou, au contraire, à un renforcement considérable de l'organisation, de la conscience et de la combativité des travailleurs. Le double atout que possèdent ces derniers, c'est, d'une part, la gravité des attaques menées contre eux par une clique de gangsters politiques totalement discréditée ; et d'autre part une large unité, au moins dans l'action, des forces populaires et de gauche. En face, on l'a vu, la bourgeoisie cogne toujours, mais ne sait pas comment se sortir de l'impasse politique dans laquelle elle s'est fourvoyée il y a un an. On peut donc considérer, sur ce point, que mûrissent certaines des conditions qu'énumérait Lénine pour caractériser une situation révolutionnaire : ceux d'en haut ne peuvent plus diriger comme avant ; et ceux d'en bas ne veulent plus être dirigés comme avant. Disons que pour l'instant ceux d'en haut ont de plus de mal à diriger comme avant ; et que ceux d'en bas acceptent de moins en moins d'être dirigés, comme avant, par des pourritures qui démolissent leurs maigres acquis sociaux, et leur existence même.

La situation n'est donc pas révolutionnaire. Elle l'est d'autant moins qu'il n'existe pas une force politique révolutionnaire suffisamment implantée dans la population laborieuse du pays pour pouvoir renverser la dictature du capital.

Le Brésil est-il dans une situation prérévolutionnaire ? Non plus, car on a surtout vu dans l'action une sorte d'avant-garde large, hormis peut-être lors de la journée de grève du 28 avril. Les larges masses ne se sont pas encore lancées dans la bataille. Notamment parce qu'elles croient que les élections sont une solution. Et elles croient cela parce que la plupart des partis qui ont leur confiance le leur disent. Toutefois, par rapport à il y a un an ou deux, on remarque une avancée : le mouvement social sort du creux de la vague. Et on ne peut pas exclure que les choses s'emballent rapidement, et que la situation devienne prérévolutionnaire. Le PSTU, pour sa part, pense qu'elle est déjà prérévolutionnaire. Mais il est très isolé sur ce plan, et il a perdu beaucoup de forces ces derniers temps, même si son influence sur le mouvement syndical, via la CSP-Conlutas reste minoritaire mais significative. Le PSTU défend une orientation différente des partis regroupés dans les fronts. Il n'a pas voulu se joindre à la lutte contre le coup d'Etat constitutionnel, une notion qui lui parait fausse pour qualifier ce

qui s'est passé en 2015-2016 avec l'impeachment de Dilma. Cette orientation lui a sans doute coûté cher en termes de crédibilité et d'audience parmi les masses de travailleurs qui ne parviennent pas à sortir des illusions « lulistes ». Le PSTU propose une ligne du type « Que se vayan todos ! », selon le mot d'ordre en vigueur en Argentine dans la crise de 2001. Son mot d'ordre central serait, en français « Dehors Temer, et qu'ils s'en aillent tous ! ». Sur le site du PSTU, on peut entendre son dirigeant historique Zé Maria défendre la formation d'un gouvernement des travailleurs et du peuple pauvre, condition nécessaire pour en finir avec la bourgeoisie, sa politique et ses politiciens corrompus. Il explique qu'il est impossible d'attendre quelque chose de positif des élections dans ce système où la bourgeoisie fabrique ses candidats et a les moyens de les faire gagner.

Sur le principe, et de façon abstraite le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » est une des clés de la réussite d'une politique révolutionnaire. Mais pour qu'il puisse avoir de l'effet, il faut déjà… qu'il existe des soviets. C'était le cas dans la Russie de 1917, et Lénine a eu parfaitement raison de défendre ce mot d'ordre, sans lequel la Révolution d'Octobre n'aurait jamais pu avoir lieu. Mais un siècle plus tard, dans le Brésil tel qu'il est au tout début juin 2017, il n'y a pas de trace de soviets, ou de conseils ouvriers, ou populaires, ou d'usine, etc.

Certes, il est juste et nécessaire de démasquer la fausseté de la démocratie bourgeoise et des élections dans le cadre de la dictature du capital, et de donner des explications de type propagandiste sur ce que pourrait être, en opposition à cela, un pouvoir des travailleurs. Mais aujourd'hui, les travailleurs brésiliens, malgré l'écœurement qu'ils éprouvent face au spectacle ignoble dont ils sont les victimes, maintiennent encore de solides illusions dans la « démocratie ». La question à régler devient donc la suivante : par quelle stratégie et par quels moyens tactiques pouvons-nous permettre aux travailleurs de s'organiser d'une façon telle qu'ils seront concrètement amenés à opposer leur démocratie à celle de leurs ennemis de classe ?

De toute évidence, il est nécessaire d'accroitre encore largement le niveau des luttes sociales contre le gouvernement et sa politique. C'est nécessaire pour donner une confiance encore plus forte et plus massive aux travailleurs et aux secteurs populaires. Cela est l'un des enjeux de la nouvelle grève générale, de plus d'une journée, prévue pour la fin juin – les dates et la durée envisagées ne sont pas encore connues au moment où nous écrivons – en plus de paralyser le pays et de montrer aux exploiteurs ce qu'ils risquent en s'entêtant à imposer cette politique.

Mais il nous semble – du moins, vu d'ici ! – que les solutions proposées parmi les forces de gauche, de type électoral, ne sont pas valables et sont piégeuses pour les travailleurs et pour la perspective historique qu'ils peuvent porter. Il y a d'abord la figure de Lula, qui constitue une gêne objective et subjective à l'action militante contre le capital et pour le socialisme. Donné vainqueur de tous les sondages en cas d'élection présidentielle directe, il semble constituer un « recours populaire », il revient sur scène tel un nouveau « Deus ex-machina » après avoir été vilipendé il y a un ou deux ans. Ce

qui ne l'empêche pas de chercher des accords avec des forces politiques diverses, même bourgeoises et nauséabondes… comme il l'a fait pour devenir président et le rester 8 ans !

Le mot d'ordre de la CUT et du FBP, « *Diretas Já* », s'il se concrétisait, présenterait un risque politique majeur : voir Lula redevenir président… avec un Congrès national truffé de crapules et de réactionnaires ! Qu'est-ce qu'un Lula de nouveau président pourrait faire d'autre que ce qu'il a fait entre 2003 et 2010, et qui a été poursuivi par Dilma ensuite ? Sans compter qu'avec un tel parlement, encore plus à droite que celui dont le PT disposait dans les années 2000, ne serait guère disposé à voter des lois favorables aux travailleurs et aux pauvres ! De cela, on peut être sûr ! Même avec un « *mensalão* »[39] puissance dix, les accords politiques que Lula devrait passer avec les forces parlementaires pourries qui sont en place ne pourraient que mener à l'impasse, à de nouveaux coups pour les travailleurs et à un désespoir populaire accru. Le mot d'ordre pro-pétiste, ou plutôt pro-Lula des élections présidentielles directes, maintenant, représente donc un écueil à éviter.

A la gauche du PT, on trouve des positions souvent confuses mais qui accordent une grande place aux élections et à la sphère institutionnelle. Le PSoL n'est pas très homogène sur les mots d'ordre. Et c'est sans doute pour ne pas trop se diviser qu'il conclut son programme TV en défendant des élections directes pour le président, sans parler du parlement ! Il reste avant tout un front de courants politiques, même s'il s'est développé et a gagné de l'audience ces dernières années. Mais on trouve en son sein des positions parfaitement réformistes, et d'autres qui se situent dans une perspective révolutionnaire. Pour ce qui est du courant *Insurgência*, qui représente le SU au sein du PSoL, on trouve les mots d'ordres suivants : « Dehors Temer ! Elections directes pour le président, les députés et les sénateurs ! – Révocation de toutes la législation antipopulaire votée sous cette législature », en plus de l'exigence de la fin des procédures parlementaires pour les projets de casse des retraites et du code du travail et de l'appel à une nouvelle grève générale en juin. Des élections directes et générales, c'est un peu aussi ce que semble réclamer le MAIS.

Cette position, par rapport à l'exigence des seules élections présidentielles directes, aurait l'avantage, si elle aboutissait, de poubelliser les assemblées nauséabondes qui sévissent aujourd'hui, notamment le Sénat et la Chambre. Mais sans changer le système électoral, comment espérer élire des parlements réellement représentatifs de la société brésilienne réelle ? Cette proposition, si elle devait devenir réalité, permettrait sans doute d'élire Lula président… avec un parlement un peu moins réactionnaire et peut-être (sans garantie) un peu moins corrompu qu'aujourd'hui. Mais serait-ce une réelle avancée ? Il est vraiment permis d'en douter, car on verrait revenir alors le temps des accords entre forces politiques « diverses mais responsables », c'est-à-dire la collaboration de classe… au profit de qui ? Question à deux balles !

Faut-il pour autant défendre une nouvelle assemblée constituante, permettant une meilleure représentativité politique ? Pas évident, car le rôle d'une telle assemblée est de changer le régime politique en place, pas de changer la société, ses fondements et sa logique. Et l'on peut se demander si le niveau de rapports de forces à obtenir pour

imposer une assemblée constituante n'est pas du même ordre de grandeur que celui nécessaire pour imposer un double pouvoir, étape nécessaire pour faire exploser la bourgeoisie et son Etat. On peut donc craindre que diriger le mouvement des masses vers l'exigence d'une solution de type institutionnel, même une assemblée constituante, ne soit une perte de temps et d'énergie… et finalement une voie sans réelle issue !

Il nous semble en tout cas que la situation actuelle exige avant tout un renforcement et une génération des luttes sociales, au feu desquelles il deviendrait peut-être possible, et sans doute souhaitable, de proposer des solutions d'auto-organisation des travailleurs, et/ou d'appeler à une conférence nationale des travailleurs en lutte. La question qui se pose alors est celle de savoir qui aurait le plus de légitimité pour le faire. On pourra dire que c'est prendre le risque d'une division et d'une rupture avec les bureaucraties nombreuses qui chapeautent le mouvement ? Sans doute. Pour l'instant c'est, à coup sûr, prématuré. Mais le problème risque de se poser assez vite. Il faudrait donc populariser un programme de nature transitoire, qui vise dans sa logique à casser le système, à bloquer la domination du capital, à neutraliser ses médias, sa police, tout cela dans le but de détruire tous ces appareils ennemis, sans le cacher… Mais pour y parvenir, il faudrait déjà mettre en place un dialogue approfondi et peut-être fructueux entre des forces politiques (et sociales) qui se situent à la gauche du PT. Il faut, en clair, faire un travail de regroupement politique pour faire émerger une solution révolutionnaire. Le PSTU est isolé et semble se replier sur lui-même. Est-il possible d'avancer vers plus d'unité, au moins dans l'action, avec lui ? Le PSoL apparait surtout comme une juxtaposition de courants dont certains sont clairement réformistes. Faut-il pour autant se contenter d'une sorte d'auberge espagnole politique où chacun apporte son « manger » ? Quelle place pour les militants issus du PSTU ? Peut-on imaginer, à côté du FPSM, un front politique (au moins de façon temporaire) regroupant des forces à la gauche du PT ? Et si oui, lesquelles, et sur quelles bases ? Toutes ces questions méritent d'être étudiées soigneusement.

Nous chercherons à avancer dans la voie d'un débat ouvert, fraternel et constructif dans la période qui est maintenant ouverte.

---

1 Les noms de figures célèbres du PMDB sont cités dans les *Panama Papers*, notamment ceux d'Eduardo Cunha, président de la Chambre des Députés, d'Edson Lobão, membre du Sénat et ex-ministre des mines et de l'énergie, ou encore de Newton Cardoso Jr., député fédéral. Le PMDB a la réputation d'être le plus grand des partis « physiologiques », comme disent les Brésiliens, c'est-à-dire des partis en capacité de très bien nourrir ses membres et ses élus.

2 Chico Alencar, dans le dernier programme TV du PSoL (sur le site http://www.psol50.org.br/) présente les proportions suivantes : les 20% les plus riches détiennent 80% du revenu national. Et les 20% des plus pauvres n'obtiennent même pas 1% de ce revenu national.

3 El Pais 6/4/2016

4 Pour ne prendre que quelques exemples, la *Globo* et son patron Roberto Marinho, ont été autrefois des soutiens indéfectibles de la dictature militaire. Après la fin de celle-ci, le boss et son empire se sont faits faiseurs du « roi » Collor de Mello à la présidentielle de 1989 : la *Globo* n'a pas hésité, alors, à recourir aux manipulations d'informations les plus malhonnêtes pour faire battre Lula. Tout ça pour imposer au peuple brésilien un petit « monarque républicain » très « moderne », apprécié à Washington, ultralibéral, en plus d'être un « boss » clepto-cocaïnomane à la tête d'un véritable réseau de gangsters (avec « tontons flingueurs » et tout), qui sera révoqué par des mobilisations populaires énormes en 1992.

5 Détails donnés notamment sur le site UOL, article "Cunha é condenado por Moro a 15 anos e 4 meses de prisão…" du 30/03/2017

6 Selon l'institut Ibope

7 A voir et entendre sur le dernier programme TV du PSoL

8 1 euros = 3,70 reais environ. Précisons que le real a chuté dernièrement avec la crise.

9 Chiffre donné par la même source.

10 Ainsi, par exemple, observe I. Valente, la grande banque Bradesco doit 450 millions aux caisses de retraite. Il précise aussi que les défenseurs de cette casse du système de retraite ne disent pas qu'il y a eu des tas d'exonération, et de subventions versés des grandes entreprises pour 383 milliards de reais, prenant les exemples d'Odebrecht (BTP), Friboi (industrie alimentaire du groupe JBS), Vale (industries minières). Idem

11 Dernier programme TV du PSoL. Idem.

12 Article de Flávia Lima et Renata Agostini dans la *Folha de São Paulo*, le 30/05/2017. http://www1.folha.uol.com.br/mercado/2017/05/1888611-reforma-trabalhista-sera-aprovada-no-senado-nesta-semana-diz-ministro.shtml

13 http://www.valor.com.br/brasil/4910078/pesquisa-indica-que-72-sao-contra-reforma-da-previdencia

14 http://www.redebrasilatual.com.br/politica/2017/04/vox-populi-93-sao-contra-reforma-da-previdencia-e-aprovacao-de-temer-cai-para-5

15 http://www.poder360.com.br/pesquisas/maioria-rejeita-reformas-da-previdencia-e-traba

lhista-41-fariam-greve/

16 Idem

17 Segundo pesquisa da Ipsos, 58% dos entrevistados reprovam mudanças que estão sendo propostas pelo governo; projeto já foi aprovado na Câmara. Fonte: Economia - iG @ http://economia.ig.com.br/2017-05-02/reforma-trabalhista-pesquisa.html

18 Ce projet modifie la CLT (Consolidation des lois sur le travail) qui date des années 1940, de l'époque de Getúlio Vargas. L'argument du caractère vieillot, dépassé, de la CLT a été mis en avant par Temer et ses sbires médiatiques. Des mensonges éhontés ont été proférés, visant à faire passer pour des progrès pour les salariés ce qui relève de reculs majeurs. Car les modifications de la CLT vont dans le sens d'une perte de droits et de garanties pour les travailleurs.

19 Le *Huffington Post* mentionne en particulier le DF, et les états de São Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais, Bahia et Pernambouc, pour ce qui est de manifestations de rue et d'actions menées avec le soutien de syndicats. Il précise la présence de barricades et de feux de pneus pour couper des routes à São Paulo et Brasilia ; une manifestation dans la capitale fédérale à partir de la Bibliothèque nationale, en direction du Congrès. Il relève aussi qu'au moins 16 manifestants ont été arrêtés à Brasilia. Ailleurs, on a vu manifester ensemble des fonctionnaires, des employés de banque, des chauffeurs de bus et des enseignants. Enfin, sous la pluie, le centre de Belo Horizonte a été occupé par des manifestants, dans une ville où les banques et le métro ont cessé de fonctionner.

http://www.huffpostbrasil.com/2017/04/28/as-imagens-da-greve-geral-pelo-brasil-em-28-de-abril-de-2017-q_a_22059943/

20 Notamment sur http://www.redebrasilatual.com.br/trabalho/2017/04/greve-geral-de-28-de-abril-ja-esta-na-historia-mas-promete-desdobramentos

21 L'entreprise JBS-Friboi a été, au mois de mars dernier, au cœur d'un scandale de viande avariée, des produits carnés périmés, notamment hachés et mélangés avec du carton. Elle mérite un prix pour son respect absolu du consommateur ! Et aussi du contribuable : en effet, une grande partie de ces affaires était financée par des fonds publics, par la BNDES (banque nationale pour le développement économique et social). Voir notamment, sur le *Correio Braziliense*, http://blogs.correiobraziliense.com.br/vicente/jbs-e-brf-foods-produzem-carne-podre-com-dinheiro-publico/

22 Dans Carta Capital du 18/05, article intitulé "O áudio entre Michel Temer e Joesley Batista em quatro pontos".

23Notamment article intitulé : "Dono da JBS grava Temer dando aval para compra de

silêncio de Cunha”, **https://oglobo.globo.com/brasil/dono-da-jbs-grava-temer-dando-aval-para-compra-de-silencio-de-cunha-21353935**

24 Cela, précise l’article d’*O Globo*, comme « solde d’un pot-de-vin » convenu avec l’ex-président de la Chambre. Joesley Batista a aussi déclaré qu’il devait encore la bagatelle de 20 millions de reais à Cunha pour la procédure législative ayant abouti à un cadeau fiscal dans le secteur de la viande de poulet!

25 Face à Joesley, Temer a chargé le député du Paraná Rodrigo Rocha Loures (PMDB) de régler un problème de J&F (la holding qui contrôle JBS). Par la suite, Rocha Loures a été filmé recevant une mallette de 500 000 reais envoyée par Joesley Batista. Quant à Aécio Neves, il a été enregistré alors qu’il réclamait 2 millions de reais à Joesley Batista, somme rondelette remise à un cousin du leader du PSDB, une scène filmée par la Police fédérale. Le témoignage révèle aussi que l’ex-ministre PT de l’économie Guido Mantega servait d’intermédiaire favorable à JBS.

26 Un mot d’ordre qui a beaucoup été mis en avant en 1983-84, pour empêcher la dictature militaire de transmettre le pouvoir à un président élu par un Collège électoral composé en partie de politiciens nommés par les militaires au pouvoir. Malgré cette vaste lutte populaire, la connivence des sommets économiques et politiques de la bourgeoisie avec le pouvoir militaire a permis au camp des exploiteurs et des oppresseurs de réussir leur opération de « transition conservatrice » en 1985.

27 http://www.insurgencia.org/intervencao-militar-nao-fora-temer-diretas-ja/

28 Article de Renata Mielli du 25/05/2017, “Brasilia não foi uma praça de guerra, foi um massacre”.
http://midianinja.org/renatamielli/ocupabrasilia-nao-foi-praca-de-guerra-foi-massacre/

29 Il y a des doutes à ce sujet, et il faut donc parler au conditionnel. Il semblerait que le député pétiste Paulo Pimenta a vu, à côté du camion où il se trouvait, se former un groupe d’une centaine de personnes habillées en noir, masquées, munies de pierres, hostiles y compris aux manifestants. La question que pose le député, selon les informations que j’ai reçues – à vérifier – est de savoir comment ils avaient pu passer à travers les fouilles policières, et pourquoi aucun d’entre eux n’a été arrêté, alors qu’ils étaient à côté des policiers. Il décrit ensuite un petit jeu de la police, qui se serait avancée de 200 mètres, ne laissant pas les manifestants s’éloigner de ces éléments, et les réintégrant, donc, de force, dans le cortège. Après quoi la police aurait envoyé des gaz sur le camion où se trouvait le député, gaz ayant la propriété de faire vomir ou uriner leurs victimes. Cette manœuvre policière aurait été répétée par la suite.

30 Résumé traduit par nos soins, issu d’un texte plus complet intitulé “INFORME SOBRE FERIDOS MAIS GRAVE NOS ATOS DE ONTEM” et transmis par e-mail par un ami brésilien.

31 http://www.insurgencia.org/intervencao-militar-nao-fora-temer-diretas-ja/

32 Le site d'*Insurgência* signale qu'en même temps que ces tragiques évènements se déroulaient à Brasilia, la majorité de l'assemblée législative de l'Etat de Rio de Janeiro votait pour la diminution des des retraites des fonctionnaires, tout en utilisant la même méthode de la terreur d'Etat pour faire face aux manifestations à Rio. http://www.insurgencia.org/intervencao-militar-nao-fora-temer-diretas-ja/

33 Les fameux « casseurs » dont la vraie nature, dans ce cas, reste à établir. On peut aussi imaginer que certains blacks blocks ou autonomes, sont facilement infiltrés par la police, comme nous avons pu le voir ailleurs qu'au Brésil.

34 Cf. https://blogdomariomagalhaes.blogosfera.uol.com.br/2017/05/25/triste-pai--onde-depredacao-e-escandalo-mas-massacre-de-dez-posseiros-nao/

35 Une bonne partie de ces précisions est tirée du site http://zh.clicrbs.com.br/rs/noticias/politica/noticia/2017/05/quais-sao-os-nomes-cotados-para-substituir-temer-na-presidencia-9799945.html

36 Avec des ambigüités, toutefois: à l'Assemblée Constituante en 1988, le PT avait signé le texte final (sous prétexte de faire savoir qu'il y avait participé en apportant des éléments positifs), mais il avait refusé de voter pour, le considérant très conservateur, autoritaire, voire réactionnaire. Et après les élections de 1989, le PT - au moins ses courants dominants - a toujours voulu agir dans le cadre étriqué défini par cette Constitution.

37 Le PCdoB est né en 1962, lors de la scission du parti communiste, avec une orientation mao-stalinienne. Il a tenté une guerre populaire prolongée sous la dictature, mais il a été largement écrasé ; depuis longtemps, c'est un parti allié du PT, très réformiste, et au fonctionnement très bureaucratique et très vertical. Le PSB (Parti socialiste brésilien) est un parti d'origine social-démocrate, toujours classé à gauche ; toujours très électoraliste, il faisait historiquement partie des alliés du PT, il s'en est éloigné, surtout il y a quelques années ; aujourd'hui, il est souvent représenté par des individus très douteux. Le PCO (Parti de la cause ouvrière) est un petit parti d'obédience trotskyste ; son ancêtre, la Cause ouvrière, a été exclue du PT en 1991 ; vu ses positions souvent ultra-gauche et son sectarisme traditionnel, sa présence dans le FBP nous parait étonnante. Le PCML (Parti communiste marxiste-léniniste) est un petit parti d'origine mao-stalinienne, « refondé » en 2000. Refondation communiste n'a rien à voir avec le parti italien, et est surtout constitué d'ex-pétistes de la Tendance marxiste ayant rompu avec le PT en 2005. Le PDT est un parti d'origine populiste-varguiste, longtemps représenté par son leader historique Leonel Brizola, et dont la classification à gauche nous semble problématique, du moins pour une grande partie de son histoire.

38 *Frente Povo sem Medo*

39 En référence au scandale du *Mensalão* en 2005, lorsqu'il était apparu que le PT achetait des votes de parlementaires « alliés » à partir de caisses noires, un scandale dont Lula avait su se sortir presque miraculeusement.

**Tony Lambada**, le 5 juin 2017